

La canicule est un krach écolonomique

Timothée Parrique,

chercheur à la Faculté des hautes études commerciales (HEC), Université de Lausanne,
et auteur de [*Ralentir ou périr*](#) (2022) et de [*La science de la post-croissance*](#) (2026)

Nous traversons une canicule historique, et déjà la mécanique médiatique tourne à plein régime. On parle ventilateurs, climatisation, épreuves du bac, réouverture de la baignade dans la Seine. Cet avant-goût dystopique a tout du blockbuster, des cartes rouges, des hospitalisations en pagaille, et un gouvernement en PLS. Une seule chose manque à l'écran : le mot « capitalisme ».

On ausculte les symptômes mais pas la maladie. La cause, pourtant, n'est pas difficile à identifier. Notre système économique accro à la croissance est en train de faire une overdose de lui-même. Cette canicule n'a rien d'un caprice du ciel, nous récoltons des décennies d'inaction climatique, méthodiquement organisée par une minorité possédante qui prospère sur l'écocide.

Rappelons quelques faits. Selon le dernier Rapport mondial sur les inégalités, les 10 % les plus riches de la planète sont responsables de près de la moitié des émissions de gaz à effet de serre. Lorsque l'on regarde l'impact, non de la consommation, mais de l'épargne, c'est encore pire : les investissements de ce décile pèsent 77 % des émissions mondiales. Le constat est désormais solidement documenté par la science : ce sont bel et bien les riches qui détruisent la planète.

Ce n'est pas un bug, c'est une fonctionnalité. Le capitalisme privatise les profits et socialise les dégâts. Le décile global le plus fortuné possède les trois quarts de la richesse mondiale, ce qui lui permet de capter plus de la moitié des revenus. Mais ces privilégiés ne supporteront que 3 % de la facture climatique. La moitié la plus pauvre de l'humanité, elle responsable de 10 % des émissions et détentrice de 2 % de la richesse, héritera de près des trois quarts des coûts. Le réchauffement climatique n'est pas seulement une catastrophe écologique, c'est un transfert des riches vers les pauvres, et du présent vers l'avenir.

Chaque degré au-dessus des normales est le produit d'une décision d'investissement. Au premier trimestre 2026, TotalEnergies voyait son bénéfice bondir de 51 %, dopé par la flambée des prix des carburants, au même moment où la planète bouclait les trois années les plus chaudes jamais mesurées. La Terre brûle et les pétrolier encaissent, comme si l'on payait une entreprise pour incendier notre propre maison.

En 1972, un groupe de chercheurs au MIT publiait *Les limites à la croissance*, une étude qui montrait que la croissance exponentielle des activités humaines mènerait tôt à tard à la pénurie, l'effondrement, ou aux deux. Nous ne les avons pas écoutés. Nous avons perdu un demi-siècle à gober le conte de fées de la « croissance verte » qui nous promet une économie immatérielle et décarbonée. Cinquante ans plus tard, ce découplage reste introuvable à l'échelle et au rythme

qu'exige les limites planétaires. La croissance verte n'est pas une solution, c'est un discours d'inaction, l'alibi parfait pour ne jamais remettre en cause le capitalisme.

La canicule est un rappel à l'ordre. L'économie n'est pas une mécanique monétaire, c'est une sphère sociale encastree dans une réalité biophysique. La production ne peut pas se faire contre la nature, ou du moins jamais longtemps. Il faut renverser l'ordre des priorités qu'on nous présente comme naturel: l'environnement n'est pas une variable d'ajustement au service de la croissance. C'est l'inverse. C'est l'économie qu'il faut remettre à sa juste place, à l'intérieur des limites de la biosphère.

Alors il va falloir ralentir. Pas tout le monde, ni au même rythme – ceux qui saccagent le plus freinent les premiers. Une décélération à plusieurs vitesses en proportion des revenus et des patrimoines, qui prend en compte les responsabilités et les capacités de chacun. Organiser la décroissance des pays riches pour libérer autant du maigre budget écologique qu'il nous reste pour permettre à la grande majorité de la population de pouvoir enfin vivre dignement.

La vraie question, celle que cette canicule devrait imposer dans le débat, n'est pas de savoir s'il faut ou non allumer la clim. C'est de savoir quel système économique est capable de satisfaire les besoins de tous sans dépasser les limites planétaires. Car il faut revenir au sens premier du mot : une économie sert à *économiser*. Une économie qui prospère en détruisant ses propres conditions d'existence n'est pas performante, elle est suicidaire. Reste à décider qui, des multinationales ou du vivant, nous choisirons de sauver. La canicule, elle, a déjà tranché.